

La place des collectivités dans une conférence de consensus initiée par le conseil national d'évaluation du système scolaire, CNESCO, sur des apprentissages scolaires.

Créé par la Loi d'orientation et de programmation pour la Refondation de l'École de la République du 8 juillet 2013, le CNESCO est en charge d'une évaluation du système scolaire, indépendante dans un champ d'action publique spécifique. Dans une perspective d'aide à la décision destinée à l'ensemble des membres du système scolaire, il s'agit de connaître, améliorer le système scolaire et d'éclairer tant les acteurs du monde scolaire (élèves, parents d'élèves, professionnels de l'Éducation nationale, collectivités territoriales, associations d'éducation populaire, etc.) que le grand public.¹

Ces rencontres visent à faire dialoguer les scientifiques, les acteurs de l'Éducation (enseignants, personnels d'encadrement, décideurs politiques locaux et nationaux ...) et le grand public, autour de thématiques qui font débat dans le monde scolaire

C'est pourquoi lorsqu'il m'a été proposé de représenter l'ANDEV lors de la conférence de consensus organisée les 14 et 15 mars sur le thème «Écrire et Rédiger», je me suis posée la question de notre place dans une réflexion qui avait pour sous-titre «comment guider les élèves dans leurs apprentissages?». Cela supposait de considérer plus largement la place de l'écrit dans le parcours de développement et d'émancipation de l'enfant, au cœur de nos politiques publiques. Et comment nos collectivités participent du soutien et de la valorisation des pratiques d'écriture dans et hors les murs de l'école.

Sous la présidence de JP Bronckart, professeur honoraire en didactique des langues de l'Université de Genève, le jury - composé d'enseignants, formateurs, inspecteurs des 1^{er} et 2nd degrés, de lycéens, de parents, de représentant de l'éducation populaire et donc d'un représentant de l'ANDEV - a été réuni deux journées pour préparer la conférence de consensus. Ce fut l'occasion de partager, confronter parfois, les représentations croisées de la place de l'écrit dans la construction individuelle, du point de vue des apprentissages scolaires, mais aussi du point de vue des pratiques sociales. Représentants de la maternelle jusqu'au lycée, nos échanges de pratiques - étayés par l'apport de la recherche en didactique, en psychologie cognitive, en neurosciences dans le domaine de l'évaluation...- nous ont permis de construire un questionnaire soumis aux intervenants et contributeurs de la conférence de consensus.

Il me semblait important de rappeler combien l'enfant, le jeune, construit ses compétences et consolide ses connaissances dans son environnement, par la relation entre pairs, par l'ouverture au monde qui l'entoure. Et qu'aborder la question de la production d'écrits du seul point de vue scolaire, pédagogique, linguistique, neuroscientifique, sans intégrer tous les espaces de vie, familiaux, sociaux, ne pouvait suffire à répondre aux enjeux du sens pour l'épanouissement du citoyen en devenir que portent nos politiques éducatives.

Or la conférence de consensus - en partenariat avec l'Institut Français de l'Éducation (IFE) présidée par Catherine Brissaud Université Grenoble Alpes et Michel Fayol, Université de Clermont Auvergne LAPSCO CNRS - qui s'est donc tenue en mars 2018, a mobilisé essentiellement, pour ne pas dire exclusivement, des représentants du monde de l'éducation, dans son acceptation institutionnelle c'est à dire l'éducation nationale, l'université et le monde de la recherche pédagogique. L'ouverture aux pratiques numériques pouvait laisser supposer une approche plurielle et des pratiques sociales nouvelles de l'écrit, mais la question est restée

¹ Le dossier du Cnesco dresse un diagnostic complet sur les acquis des élèves, les pratiques enseignantes et leur efficacité, les évolutions des modèles d'enseignement, la place de l'écrit dans les manuels scolaires, l'écrit et le numérique et les apprentissages de l'écrit.

fortement centrée sur l'articulation de ces technologies avec la pédagogie et les apprentissages scolaires.

Pour autant, lorsqu'à l'issue de ces journées le jury s'est retrouvé pour rédiger des recommandations, la place des collectivités et de l'éducation populaire s'est imposée avec discrétion et détermination.

En effet, lorsque l'on peut lire en introduction des recommandations que :

«L'écrit dépasse également le cadre scolaire, à la fois au travers des pratiques quotidiennes des élèves, mais aussi parce qu'il joue un rôle social dans l'insertion professionnelle et dans la construction d'un sujet citoyen»,

on peut collectivement y voir une reconnaissance de notre action publique en faveur de l'émancipation et du développement de l'enfant et du jeune.

*

Les constats partagés sur la difficulté des élèves à produire des écrits de qualité, nous engagent à poursuivre nos actions d'écriture dans la ville avec les enfants, mais aussi avec les acteurs éducatifs, dont les enseignants, pour une approche recentrée sur le sens. Ecrire pour s'exprimer, pour communiquer avec les autres, pour laisser des traces, pour se souvenir ... : tout ce que nous pouvons retrouver dans nos actions municipales sur les temps de vie de l'enfant au-delà du seul temps scolaire, lorsque nous mettons en place des ateliers d'écriture avec des partenaires associatifs ou des lieux ressources, comme à Nantes le centre de ressources ville en lecture écriture².

Ainsi la place des collectivités dans une réflexion scolaro-centrée est-elle de comprendre les préoccupations et représentations scolaires pour partager ce qui s'invente, s'innove, se co-construit hors les murs et participe du développement des compétences et connaissances de chacun.

L'exemple de l'écriture de terrain³ qui consiste à sortir de l'école, pour enraciner l'écriture dans des univers à découvrir. C'est permettre de faire entrer dans la classe des éléments observés à l'extérieur et de les prendre comme objet d'expression. Rendre concrètes les raisons de produire de l'écrit. Accepter l'opinion de l'enfant. De même le développement des réseaux sociaux, réseaux d'écriture, par l'accompagnement aux usages qui s'inscrit dans nos politiques éducatives, participe de l'ouverture au monde, de la créativité, des échanges entre pairs. Autant d'opportunités dont nos collectivités se saisissent dans les espaces numériques au sein des médiathèques, ou dans le cadre de l'accompagnement à la scolarité ou des activités périscolaires et de loisirs.

Alors lorsqu'à la lecture des recommandations de cette 5ème conférence de consensus on peut lire ceci :

«Articuler les apprentissages scolaires avec les pratiques d'écriture des élèves hors de la classe.

L'écrit gagne à être pratiqué dans le cadre familial dès le plus jeune âge. Un soutien spécifique des professionnels vers les parents peut guider ces pratiques familiales, notamment lorsque le français n'est pas la langue maternelle. De plus, l'enseignement doit pouvoir s'appuyer sur les écrits personnels des élèves produits en dehors de l'école, sans les stigmatiser ni les hiérarchiser vis-à-vis des productions écrites réalisées à l'école.

² <http://crv-nantes.org/>

³ Hervé Moëlo, Le texte et le terrain, Un dédoublement d'écriture entre expérience ethnologique et littéraire (1930-1955), Iste editions, Londres 2016

Ou encore ceci:

«Créer des passerelles entre les pratiques d'écriture numérique des élèves dans et hors de la classe

À l'heure du numérique, les pratiques d'écriture personnelle représentent une opportunité pour mobiliser de nouvelles habiletés. Il est important de souligner que les pratiques personnelles des élèves et leurs usages de la langue (réseaux sociaux, langage sms, blogs) mobilisent la dimension créative et communicationnelle de celle-ci. Établir des passerelles entre ces usages peut présenter un intérêt pour l'enseignant afin d'amener les élèves à appréhender l'écart entre pratiques personnelles et pratiques scolaires.»

Il est clair que la co-construction avance. Et même si l'on peut avoir le sentiment d'avancer à petits pas, de se sentir parfois isolé dans les échanges, faire entendre la voix des collectivités et notre pouvoir d'agir au quotidien avec tous les acteurs éducatifs, peut véritablement accompagner l'Ecole à s'ouvrir au monde dans lequel vivent les élèves et leurs familles. Il est aujourd'hui nécessaire de s'engager pour un véritablement décroisement et une cohérence d'action au bénéfice de l'enfant, de prendre en compte tout ce qui participe de la réussite de chacun, par l'autonomie et l'émancipation pour des citoyens de demain, conscients de la place qu'ils occupent dans une démocratie.

*

Nous inscrivons souvent nos politiques publiques éducatives dans un territoire qui se dit apprenant, c'est pourquoi participer à ces initiatives d'échanges, de rencontres, c'est aussi apprendre des autres et apprendre aux autres, pour que chaque enfant puisse construire son parcours.

Marie-Christine Delaunay-Félix
Directrice du service de la réussite éducative
Direction de l'éducation Ville de Nantes
Membre du conseil d'administration de l'ANDEV